

Israël - Palestine **À l'initiative sur  
des bases claires (p. 3)**

# COMMUNISTES

## La question sociale au cœur (p. 4)



### Vidéo

Fabien Roussel  
en débat avec  
les étudiants de  
Sciences-Po Paris

### Planqués

La presse publiait le week-end dernier (*Le Parisien* du 19/11 pp. 6/7) une note interne du RN sur le comportement de ses parlementaires européens. Étonnant document sur l'absolu double langage de ces individus. Les 18 élus RN sont les seuls à voter contre « la taxe sur les bénéficiaires exceptionnels à l'encontre des compagnies d'énergie » (5/10/22). Ils s'opposent assez systématiquement à toute avancée écologique et sociale, s'abstiennent (en février 2023) sur la convention luttant contre la violence faite aux femmes, s'abstiennent encore (30 mars 2023) sur la directive sur l'égalité de salaires hommes/femmes. On comprend aussi à la lecture du rapport que ces élus n'ont pas l'air de se fouler la rate ; peu de rapports fournis, peu d'amendements proposés, peu de contributions réalisées, à commencer par Bardella, qui s'est installé à la « Commission des pétitions », surnommé à Bruxelles « la commission des planqués ». On croit comprendre le message. ✪

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse: ..... €

“Donner les moyens  
au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives,  
faites-le savoir par mail à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >



Dessin de 2018 publié dans le livre « Je suis Razan »  
disponible auprès des éditions Arcane 17

Chantal Montellier



**23 novembre, à partir de 18h30**  
: Conférence-débat « Les organismes sociaux internationaux du travail en lien avec la situation sociale dans le monde », avec Bernard Thibault. Maison des syndicats, Beauvais (60)

**23 novembre, à partir de 18h30**  
: Fondation Gabriel-Péri : Colombie : vers la justice sociale et la «paix totale» ? Rencontre avec Jacobo Grajales, professeur de science politique à l'université Panthéon-Sorbonne et Jaime Caycedo, anthropologue à l'université nationale de Colombie, président du Parti communiste de Colombie, membre du Conseil scientifique de la Fondation. En visio, inscription ici : [https://us02web.zoom.us/join/register/WN\\_ZEsj3p94Rey7G4k0rNOJeA#registration](https://us02web.zoom.us/join/register/WN_ZEsj3p94Rey7G4k0rNOJeA#registration)

**25 & 26 novembre** : Marché de Noël solidaire des communistes de Bègles, à partir de 16 h le vendredi et de 10 h le samedi. Salle St-Maurice, Bègles (33)  
**25 & 26 novembre** : Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats, librairie, cinéma, expositions. Bilets sur <https://www.helloasso.com/associations/fete-de-l-humanite-bretagne/evenements/pass-fete-de-l-humanite-bretagne> Parc des Expositions, Lorient (56)

**28 novembre, à partir de 18h30** : Réunion publique sur la vie chère, l'inflation et le salaire à la fin du mois. Salle Capeyron, Mérignac (33)

**2 décembre, à partir de 15 h** : Rassemblement devant le ministère du logement co-organisé avec les élus communistes de la Métropole du Grand Paris.

**2 décembre, à partir de 20h30** : Débat sur le thème « Le sport peut-il être un vecteur de paix ? », avec la participation de Nicolas Bonnet, responsable de la commission Sports du PCF. Maison des communistes (3 rue de Nancy), Corneilles-en-Parisis (95)

**2 & 3 décembre** : 35<sup>e</sup> Fête du Livre organisée par la section du Parisis : de 10 h à 19 h ; vente de livres (beaux livres, romans, polars, livres pour enfants et adolescents, BD, histoire et documents, livres politiques et de lanceurs d'alerte...), puis de 15 h à 18h30 dédicaces. Maison des communistes, Corneilles-en-Parisis (95)

**7 décembre, à partir de 18h30** : Conférence-débat « La Charte d'Amiens, son histoire tout au long de la CGT », par Gilbert Carrel, président de l'Institut d'histoire sociale (IHS) de la CGT. Bourse du Travail, Creil (60)  
**7 décembre, à partir de 18h30** : Fondation Gabriel-Péri : Quelle politique migratoire pour le 21<sup>e</sup> siècle ? Rencontre avec Patrick Henriot, secrétaire général du GISTI, François Heran, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire «Migration et sociétés», président de l'Institut Convergences migrations, et Gérard Ré, secrétaire confédéral

de la CGT. Séance inaugurale du cycle « Le retour de la gauche en Amérique latine ». En visio, inscription ici :

[https://us02web.zoom.us/join/register/WN\\_xCjZG5FWSDqCZwW0GV\\_sg#/registration](https://us02web.zoom.us/join/register/WN_xCjZG5FWSDqCZwW0GV_sg#/registration)

**9 décembre, à partir de 9h45** : Le secteur formation de la Fédération de Gironde organise un temps d'échange et de formation sur Cuba. Fédération de Gironde (33)

**13 décembre, à partir de 18h30** : Fondation Gabriel-Péri : L'Europe et l'extrême droite. Séance 2 du séminaire des 7 Fondations, avec Erwan Lecœur, sociologue et politologue. En présentiel au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, 75011 Paris. En visio, inscription ici : [https://us02web.zoom.us/join/register/WN\\_oF7TS\\_wwSDiD\\_iFy32Lphg#/registration](https://us02web.zoom.us/join/register/WN_oF7TS_wwSDiD_iFy32Lphg#/registration)

**ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE :**

**FÊTE** : de l'Humanité Normandie, à Rouen (76), les 18 & 19 novembre

**RÉUNION** : « Quelle mobilité pour nos quartiers ? », avec Jérôme Monamy et Charles Marziani, à Toulouse (31), le 15 novembre ; « Quel plan climat pour la Moselle ? » Avec Sébastien Hesse et Pierre Laurent. Débat animé par Maxime Noirjean, responsable Écologie de la fédération, à Hagondange (57), le 21 novembre

## Israël - Palestine

# À l'initiative sur des bases claires

### Extraits du rapport de Vincent Boulet

**Pour faire bouger les lignes, il importe donc d'être à l'initiative sur des bases politiques claires, aptes à faire émerger le large rassemblement nécessaire des forces de paix.**

**1. Condamnation des actes terroristes** du Hamas et des crimes de guerre, et massacres de masse commis par l'armée israélienne.

**2. La libération des otages.**

**3. Un cessez-le-feu immédiat** avec la fin des bombardements et du déplacement forcé de la population et le retrait de l'armée israélienne de Gaza. Les responsables israéliens et ceux du Hamas doivent répondre de leurs actes devant la justice internationale. Cela implique de faire pression sur le gouvernement Netanyahu, ce qui implique de cesser l'exportation des armes en direction de l'État d'Israël et plus largement de toute coopération militaire et de suspendre l'accord d'association qui lie celui-ci à l'Union européenne, tant que le droit international sera bafoué. L'article 2 de cet accord précise : « Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions de l'accord lui-même, doivent se fonder sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui inspire les politiques nationales et internationales des parties et constitue un élément essentiel de l'accord. » Cela implique aussi de faire pression sur les pays qui abritent les circuits de financement du Hamas et hébergent ses dirigeants, afin que ces derniers soient remis entre les mains de la Cour pénale internationale.

**4. La perspective de paix**, sur la base de l'application des résolutions de l'Onu, est la seule possible pour le peuple palestinien et le peuple israélien. Il faut appliquer maintenant les résolutions de l'Onu, en particulier les résolutions 242 du 22 novembre 1967 et 338 du 22 octobre 1973, afin d'ouvrir la voie à une solution de paix à deux États, vivant en sécurité, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale de l'État de Palestine.

Rappelons que le mouvement palestinien a de facto reconnu l'existence de l'État d'Israël depuis le 12e Congrès national palestinien de 1974, puis par la charte de l'OLP, alors que toute perspective de paix était on ne peut plus lointaine. Rappelons que l'État d'Israël n'a jamais reconnu l'État de Palestine. La perspective des deux États est certes une perspective difficile. De plus, entre les accords de paix d'Oslo et 2021, le nombre de colons israéliens a quadruplé en Cisjordanie, passant de 116 300 à 465 400. Ces colonies ont grignoté le territoire palestinien et éloigné de



fait la solution des deux États. La perspective des deux États est cependant la seule praticable. Quelle serait l'alternative ? Un État unique réduisant, comme veut le faire Netanyahu, la Palestine à des « entités infranationales », c'est-à-dire desbantoustans ?

La réconciliation des deux peuples sera un processus long. Pour y aboutir, les Palestiniens doivent pouvoir exercer leur souveraineté dans un cadre propre. L'histoire montre que les colonies peuvent et doivent être démantelées. En 1982, à la suite des accords de paix de Camp David de 1978, Israël évacuait la totalité des bases et des huit implantations du Sinaï égyptien ; le Premier ministre était alors pourtant le faucon Menahem Begin. En 2005, Israël évacuait les bases et les vingt colonies de peuplement de la bande de Gaza ; le Premier ministre était aussi un faucon, en l'espèce Ariel Sharon.

Le processus de paix sur cette base peut être engagé par la France dès maintenant en reconnaissant l'État de Palestine, comme l'a voté le Parlement français en 2014, et ainsi que l'ont fait 138 pays, dont la Suède et le Vatican, l'Onu, l'Unesco et la CPI. La reconnaissance et l'existence d'un État palestinien est la clé d'entrée de plusieurs problématiques : la question des frontières, des terres et surtout, la question du droit au retour des Palestiniens. L'acquisition pleine et entière d'une nationalité est la seule vraie possibilité pour tous les Palestiniens, et notamment ceux qui crouissent dans les camps de réfugiés comme au Liban, aujourd'hui apatrides, d'accéder à une réelle citoyenneté. Il s'agit de la position de l'Onu dont le Secrétaire général

a déclaré à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien (22 novembre 2022) : « La position des Nations unies est claire, la paix doit progresser – l'occupation doit prendre fin. Nous sommes fermement déterminés à concrétiser la vision de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Jérusalem comme capitale des deux États. »

Le PCF fut le premier parti à appeler la France à reconnaître l'État d'Israël tout en appelant « à ne pas laisser poser le problème sur le plan racial » (par la déclaration du Bureau politique du 27 mai 1948). Il est aujourd'hui le premier parti à appeler la France à reconnaître l'État de Palestine. Fabien Roussel fut d'ailleurs le seul responsable politique à porter cette exigence lors du débat à l'Assemblée nationale le 23 octobre dernier.

La France peut et doit prendre des initiatives dans cette direction. Le gouvernement d'Emmanuel Macron, dans les jours qui ont suivi le 7 octobre, a poursuivi la politique d'effacement et de banalisation de la voix de la France, cristallisant d'ailleurs en partie les colères des peuples de la région. S'il fut un des premiers dirigeants à faire le voyage de Ramallah, en plus de celui de Tel Aviv, Macron a mis un mois pour appeler à un cessez-le-feu. Cependant, des fractures et des contradictions apparaissent désormais au grand jour. La politique française est écartelée entre un alignement atlantiste et la tentation de revenir à une politique indépendante. Il faut pousser ces contradictions et exiger que les récents appels au cessez-le-feu et à une solution politique se traduisent en actes. Sous pression d'une partie du corps diplomatique qui, fait rarissime, s'est exprimé à travers une lettre au Président de la République pour dénoncer un alignement trop grand sur Netanyahu et pour appeler à un retour de la politique traditionnelle de la France, illustrée par le voyage de Chirac en Israël et en Palestine en 1996, la politique de la France a ces derniers jours connu une inflexion. Cela est illustré par le vote en faveur de la résolution de l'Onu du 27 octobre, en dépit du vote négatif des États-Unis, et de l'abstention de l'Allemagne et des pays d'Europe de l'Est, puis le 11 novembre par un appel à un cessez-le-feu.

Cette inflexion doit être considérablement renforcée, accélérée et surtout se décliner en actions concrètes. Les prises de position d'acteurs politiques parfois éloignés de nos positions, telle celle de Dominique de Villepin, sont des aides. Notre exigence de reconnaissance de l'État de Palestine, comme moyen de redonner de la vigueur à la solution à deux États, peut être poussée. Il est possible de gagner. ★

# La question sociale au cœur

## Extraits de l'intervention de Fabien Roussel

**N**ous devons placer la question sociale au cœur du débat public. Car le piège qui nous est tendu est mortifère. Le discours médiatique nous abreuve d'éléments de langage visant à concrétiser le prétendu « choc de civilisations » et autres « guerres de religion ». Soyons conscients du danger de cette lecture du monde qui n'a d'autres buts que d'exporter les tensions bien au-delà des strictes zones de conflits et de cacher les logiques profondes de blocs et d'intérêts capitalistes qui sont à l'œuvre.

Soyons conscients également que les classes dirigeantes utilisent ces éléments de langage et cette rhétorique d'affrontement pour faire disparaître la question sociale, la question de classe, la faire disparaître du débat politique et imposer au monde du travail toujours plus de sacrifices et toujours plus d'austérité.

L'inflation, la vie chère, les bas salaires, les retraites de misère, tout cela n'a pas disparu pour les Français avec la guerre au Proche-Orient et en Ukraine. Au contraire même ! Car l'argent public investi pour financer les guerres est autant d'argent public en moins pour financer nos écoles, nos hôpitaux, nos services publics.

Nous faisons face en France à un appauvrissement massif de la société française alors même que les profits du capital continuent de progresser, justifiant plus que jamais notre proposition de conditionner les aides publiques aux entreprises. Les conséquences de l'inflation sont gravissimes pour celles et ceux qui sont déjà en difficulté avec des dépenses contraintes, notamment liées au logement, du loyer aux factures d'énergie, qui pesaient déjà énormément dans leur budget avant même l'inflation et qui deviennent aujourd'hui insupportables.

Les chiffres de l'INSEE sur la pauvreté et les inégalités en 2021, publiés mardi dernier, témoignent de cet appauvrissement massif. 52 000 personnes ont basculé en un an dans la pauvreté portant à 9,1 millions le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit 14,5 % de la population (+ 0,9 %). Le recours à l'aide



alimentaire explose, lui aussi. Et plus de 2 800 enfants sont à la rue cet automne. En France, en 2023, quelle honte !

Dans cette situation, le développement de l'emploi de qualité, la hausse des salaires et des pensions, l'égalité salariale femmes-hommes sont une urgence. Ces propositions ainsi que la baisse des taxes sur les carburants ou la sortie du marché européen de l'énergie pourraient changer la vie de millions de nos concitoyennes et concitoyens.

Je veux d'ailleurs saluer les près de 300 initiatives menées par les fédérations et les sections autour de la pétition qui porte ces propositions depuis le lancement de notre campagne contre la vie chère. Cette campagne, nous devons l'amplifier dans les semaines et les mois qui viennent.

Il faudra trouver une nouvelle date pour un temps fort national suite à la décision de report de l'initiative prévue normalement ce jour à Bercy. Avec le calendrier contraint, nous pourrions peut-être nous projeter sur une date courant février ou mars 2024. La

question sur la vie chère se posera toujours avec force. Je vous fais cette proposition, et je souhaiterai pouvoir vous entendre sur ce sujet, que nous devons travailler ensemble. Cette initiative pourrait pleinement s'inscrire dans le cadre de la campagne des élections européennes.

Des initiatives continuent d'être prises. Je pense à celle dans le Nord, qui appelle à un rassemblement le 2 décembre prochain devant la sous-préfecture de Valenciennes. Il faut montrer aux Français que nous continuons notre combat pour les salaires et les retraites.

Je suis d'ailleurs revenu hier sur ce sujet lors de la rencontre avec le Président de la République, pour lui dire toutes les limites de l'exercice des échanges que nous avons, car la conférence sociale n'a rien produit ou si peu avec le refus d'indexer les salaires sur l'inflation, d'agir sur la formation des prix...

Cette bataille sociale est décisive dans la bataille contre les idées d'extrême droite, en lien avec notre combat contre l'antisémitisme et le racisme. ✪

**TOUT AUGMENTE, sauf les salaires**

<b>+82,3%</b> le paquet de sucre	<b>+28%</b> sur les pâtes et la lessive	<b>+23,14%</b> sur le chariot type
-------------------------------------	--	---------------------------------------

source : sennobis.fr

**L'INFLATION DÉVORE NOTRE POUVOIR D'ACHAT**  
La situation est alarmante. Face à cela, le gouvernement étend l'incendie à coups de pistolets à eau en annonçant des mesures comme le chèque essence de 100 euros par an pour les automobilistes les plus pauvres. Pire, il prévoit un plan d'austérité de 16 milliards d'euros et fait voter à l'Assemblée nationale une loi très dure contre les personnes privées d'emploi les contraignant à accepter les emplois les plus précaires.

Parti communiste français - Fédération de Seine-et-Marne - L'Humain et la Planète d'abord  
77.pcf.fr - Tél : 01.64.79.75.10 - pcf.fede77@free.fr

**En Seine-et-Marne, une initiative est en cours avec distribution de tracts et signature d'une pétition.**

# Un contexte inquiétant

**C'est un 25 novembre tout particulier que nous allons vivre cette année. Parce qu'il s'inscrit dans un contexte international très inquiétant.**

**N**otre féminisme est une culture de la paix, aussi nous sommes solidaires avec les Iraniennes, les Afghanes, les Kurdes, les Ukrainiennes, les Israéliennes, les Palestiniennes, les Yéménites, les Arméniennes, les Syriennes qui vivent dans des territoires où des conflits perdurent. Ces femmes ainsi que les femmes réfugiées ou déplacées pour cause de conflit subissent les conséquences mortifères des guerres, parce qu'elles sont souvent en première ligne. Nous soutenons les mobilisations des femmes pour défendre la démocratie, la justice, l'égalité et la paix, contre les politiques d'extrême droite, de haine et de division, contre les intégrismes religieux. Nous avons appris avec tristesse la mort de Viviane Silver, militante pacifiste canado-israélienne tuée par le Hamas le 7 octobre. Elle avait cofondé Women Wage Peace en 2014.

Parce que cette année, pour la première fois depuis 2017, une nouvelle union fait la force. Un collectif de syndicats, associations et partis politiques s'est massivement uni pour appeler à la mobilisation du 25 novembre. Nous en sommes !

Parce que le dernier rapport de la Fondation des Femmes « Où est l'argent contre les violences faites aux femmes » estime à 2,6 milliards d'euros par an le budget minimum que l'État devrait consacrer à la protection des victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles en France. Aujourd'hui, l'État n'en dépense que 184,4 millions.

Parce que plusieurs publications importantes sont sorties autour de l'incapacité de la justice à répondre à l'impératif de sécurité des femmes. Laure Daussy *La réputation* ou encore Violaine De Filippis-Abate *Classées sans suite* rappellent toutes deux que 80 % des plaintes des femmes pour viol sont classées sans suite et que moins de 1 % d'entre elles aboutissent à une condamnation. Le manque d'investigations est le principal problème. Les victimes de féminicide ayant déjà signalé des violences ont, quant à elles, vu leur plainte classée sans suite dans 80 % des cas.

Parce que le 20 novembre, la CIIVISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) rendra son rapport. Le PCF a appelé et continue d'appeler à la pérennité de cette commission essentielle à l'écoute des victimes, à la construction de propositions de politiques publiques permettant une meilleure prévention, détection, prise en soin des victimes et lutte contre la reproduction des violences. La qualité et le déploiement de l'ensemble des secteurs concernés du service public en est la clé.



Parce que les débats qui s'installent autour de la GPA vont être rudes. Le discours défendant une GPA « éthique » est un leurre qui masque la réalité d'une société d'inégalités sexistes où les trafics massifs des femmes les plus précaires et vulnérables sont la norme. Le corps des femmes ne peut faire l'objet d'une quelconque « contractualisation ». Parce qu'un rapport sénatorial inédit « Le porno : l'enfer du décor » coporté par Laurence Cohen a fait grand bruit et a bousculé l'opinion publique. Loin des clichés, la réalité des violences sexuelles et traite des êtres humains à des fins sexuelles, la porosité avec les réseaux de proxénétisme et le danger pour les enfants ont été mis en lumière et ne peuvent désormais plus être ignorés.

Parce que rien n'est acquis autour de la prostitution. Si le Parlement européen a reconnu son caractère violent en septembre dernier, le lobbying pro-prostitution reste puissant. Alors même que cette violence touche de plus en plus les mineur-e-s. Nous réaffirmons notre position abolitionniste en exigeant les moyens nécessaires pour garantir une réelle application de la loi de 2016. Nous devons lutter contre un modèle de société où le corps des femmes deviendrait une marchandise, un objet à destination de la jouissance d'un tiers. Sous couvert de défendre la « liberté » des femmes à disposer de leur corps, ces offensives prônent un modèle ultra-libéral qui menace nos droits fondamentaux.

Soyons nombreuses et nombreux dans la rue partout en France ce 25 novembre ! ✪

**Shirley Wirden**  
membre du CEN



**C**'est avec émotion que les communistes de Coulommiers/La Ferté-sous-Jouarre ont déposé à l'entrée de la rue Guy Môquet, à Coulommiers, le 18 novembre dernier, comme les années précédentes, quelques fleurs en souvenir des 27 militants communistes fusillés à Châteaubriand pour faits de Résistance à l'occupation allemande le 22/10/1941. En présence de M. Caddedu, J.-P. Caddedu, P. Chambeux, B. Brunet, B. Le Gac, G. Murinson. Rappelons que c'est sur proposition du groupe communiste au conseil municipal que cette rue a pris le nom de Guy Môquet, jeune camarade fusillé avec les 26 autres. Il avait 17 ans. Nous n'oublierons jamais. ✪

# Une Fête de l'Humanité sous le signe du rassemblement de la gauche

À l'heure où le gouvernement Macron enchaîne les mauvais coups avec les 49-3 successifs, les familles populaires et de la classe moyenne n'ont guère le moral. « On était nombreux dans les rues ce printemps, mais on a un sentiment d'impuissance. Quoiqu'on fasse, Macron décide. Même sans majorité. » Si la résignation est restée aux portes de la 19e édition de la Fête de l'Humanité rouennaise, les regards sont néanmoins interrogatifs : au fond, peut-on encore changer les choses avec de la politique ?

Assurément, a répondu Léon Deffontaines, le candidat des communistes aux prochaines élections européennes, en détaillant les propositions du PCF en matière de pouvoir d'achat et de services publics devant 150 militants ce dimanche midi. La veille, entre deux concerts de Danakil et Taïro, le porte-parole du PCF a appelé à la libération de Marwan Barghouti, prisonnier politique palestinien. « Notre objectif, c'est la paix au Proche-Orient, c'est la reconnaissance de l'État palestinien », a exhorté le jeune dirigeant communiste, très applaudi par les 5000 festivaliers présents. Plus tôt dans l'après-midi, Fabien Gay, le sénateur communiste et directeur de *l'Humanité* a inauguré ce grand rendez-vous culturel et politique rouennais devant 300 personnes, en dénonçant les méfaits de la politique macroniste jetant dans l'arène les citoyens les uns contre les autres. « Il y a des richesses colossales dans notre pays, et la seule chose que trouve à faire Macron c'est une loi ignoble sur l'immigration ? ». Quelques minutes avant, sortant de la matinée de formation des élus réunissant 80 camarades, la présidente de l'Association départementale des élus communistes et républicains, la sénatrice Céline Brulin, a rappelé l'importance que représente le journal *l'Humanité* :



« Encore cette semaine, qui à part ce journal parle de solutions pour lutter contre l'inflation pourtant priorité numéro 1 des Français ? » *L'Avenir de Seine-Maritime*, journal hebdomadaire de la fédération du PCF, est présent un peu partout dans la Fête. À côté de l'entête rouge et jaune, une photo de Manuel Domergue, directeur des études à la fondation Abbé Pierre, avec une citation glaçante : « 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. 14,5 % de la population. » C'était 13,5 % un an avant...

Parmi les grands débats de la Fête de l'Huma, celui sur la paix au Proche-Orient a été parmi les plus suivis. Les 200 chaises installées ont vite été prises d'assaut par les visiteurs venus écouter le grand reporter à *l'Humanité* Pierre Barbancey apporter son éclairage historique. Pascal Lederer, membre du collectif « Une autre voix juive », Pascal Bonneau, co-secrétaire national du Mouvement de la paix, Emma Laplace de la JC, Élise Morvan de l'AFPS, et bien sûr Jean-Paul Lecoq, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale ont réclamé un cessez-le-feu immédiat à Gaza. D'autres débats, tels que celui sur la loi immigration avec la députée Elsa Faucillon ou sur le fret ferroviaire avec son collègue Hubert Wulfranc ont également été très suivis.

Un succès populaire pour cette nouvelle édition de la Fête de l'Humanité qui aura vu passer tous les représentants des partis de gauche : le sénateur PS Didier Marie, la députée LFI Alma Dufour, ou encore le conseiller départemental EELV Stéphane Martot. « Nous n'avons pas d'ennemi à gauche. On a même fait tribune commune avec Fabius ici même il y a 20 ans contre la Constitution européenne, et faire ça c'était quelque chose...



Mais il fallait le faire, pour gagner. Alors chaque fois que l'on pourra rassembler on le fera. Les communistes de Seine-Maritime ont comme force qu'ils sont sans concession sur les idées communistes, et qu'ils hissent dans le même mouvement très haut le drapeau du rassemblement », rappelle Aurélien Lecacheur, le secrétaire départemental du PCF. ✪

**Aurélien Lecacheur**  
Photos Jérôme Lallier



Nouveau Programme

2 décembre 2023 / 9 h 30 - 17 h

Espace Niemeyer / Place du Colonel-Fabien / Paris 19e

## BATAILLE CULTURELLE

## Quelle humanité voulons-nous être ?

Deuxième convention du PCF pour l'art, la culture et l'éducation populaire.

Imaginaires, représentations et politique, quelle bataille pour partager une culture émancipatrice ?

« L'unique et la plus belle chose qu'une œuvre d'art puisse accomplir, c'est d'éveiller un autre état du monde », Heiner Müller

Tout concourt à fonder l'espérance du dépassement d'un capitalisme de plus en plus morbide : la misère qui s'étend, le dérèglement climatique, la guerre qui fait rage.

Mais c'est l'imaginaire réactionnaire, conservateur, nationaliste et xénophobe qui occupe la sphère médiatique et politique, tandis que les nombreux mouvements contestataires et alternatifs peinent à se faire entendre et à se coordonner dans une dynamique authentiquement révolutionnaire.

Les discours politiques dominants accompagnent ou attisent une profonde crise des représentations symboliques. Il n'est en revanche plus souvent question d'art ou d'éducation populaire, sauf sous l'angle de la crispation identitaire. À mesure que le langage est privé de crédibilité rationnelle et de puissance poétique, les lieux et temps du partage de la métaphore se raréfient.

Comment les artistes, les acteurs et actrices, les militantes et militants de l'action culturelle peuvent-ils contrecarrer leur paradoxale invisibilisation du champ de l'action publique et réenchanter les imaginaires ?

Cette convention, qui n'épuisera pas tous les sujets tant ils sont nombreux, a vocation à remettre l'enjeu culturel au cœur des combats communs. Il y a urgence.

Culture  
en force !

Samedi 2 décembre

ACCUEIL

Discours d'ouverture par Pierre Dharréville

THÉMATIQUES

**Le travail et sa transformation : un défi culturel**

Les questionnements sur le travail n'ont jamais été si nombreux. Le travail est en crise. Il connaît une crise de sens. Il est trop souvent gâché, abîmé, méprisé. Malmené par les injonctions à la compétitivité, à la productivité ou à la rentabilité, par le management toxique, il est entravé dans sa puissance émancipatrice. Pour continuer à s'en servir, les forces néolibérales nous servent le discours de la « valeur travail », ce fameux « goût de l'effort » et de la docilité. La crise environnementale impose de repenser le rapport de l'homme aux activités humaines articulant des exigences sociales et écologiques. Libérer le travail est un gigantesque défi culturel.

**Citoyennes et citoyens du monde : un atout de l'humanité pour une ambition commune**

Face aux grandes peurs agitées par les droites extrêmes, les nationalismes racistes et guerriers partout dans le monde, il est primordial d'affirmer une humanité plurielle faite de cultures partagées et d'imaginaires ajoutés. Pour cela il est indispensable de construire les ponts qui relient les archipels plutôt que les murs qui isolent, enferment, empêchent les circulations, les échanges, les conversations. Affirmer la créolisation du monde c'est tenter de mettre fin aux imaginaires de dominations et aux imaginaires impérialistes, aux fantasmes identitaires qui infusent dans les représentations du monde et hypothèquent l'avenir. C'est oser la fraternité et la sororité, l'égalité et la liberté. C'est oser, en

assumant les blessures de notre histoire coloniale, sortir de tous les néo colonialismes. C'est oser inventer un nouvel universalisme qui promeut des valeurs humanistes communes en valorisant le multiple, la relation et la coopération durable, solidaire et pacifique.

**L'humanité face à ses limites et ses défis, quelle place pour l'humain dans l'humanité de demain ?**

L'humanité est confrontée à des défis vertigineux, angoissants parfois, qui placent l'idée même de progrès au cœur d'une discussion incontournable, entre fuite en avant et retour à la terre. Et qui travaillent nos imaginaires.

**Le défi écologique** nous confronte à la finitude de la planète et aux ravages que lui impose le capitalocène. Nous ne pouvons plus penser le progrès de la même façon. Et pourtant, il faut imaginer l'avenir. La révolution numérique et son corollaire, l'**intelligence artificielle**, sont en train d'entrer dans nos vies sans même que nous en ayons totalement conscience. Il ne s'agit pas simplement d'une question technologique, c'est aussi et peut-être d'abord une question anthropologique. Quelle place pour l'humain dans l'humanité de demain ?

SÉANCE DE CLÔTURE

**Quel récit, quel chemin, quels horizons pour demain ?**

Citoyennes et citoyens de monde, artistes, intellectuels et intellectuelles, acteurs et actrices du secteur culturel, comment faire ensemble pour aller vers un monde de Paix, de Démocratie, de Liberté ? Comment faire face à la montée des nationalismes et des populismes qui travaillent à imprégner les consciences ? Comment enclencher un mouvement pour inventer un monde des communs ? Quelles politiques publiques de la culture, de l'art, de la création et de l'éducation populaire ? Quels mouvements populaires ? 🌟

Coupe du monde 2034

# Vite, une charte d'attribution des grandes compétitions sportives !

La FIFA a officialisé il y a quelques jours l'attribution de l'accueil de la Coupe du monde 2034 de football par l'Arabie saoudite, seule candidate pour l'Asie et Océanie. La direction de la FIFA a manœuvré en s'appuyant sur la règle d'alternance de continent à chaque Coupe du monde. En ouvrant la voie à une candidature unique pour l'Arabie saoudite, la FIFA met une fois de plus le monde face au fait accompli. Si la monarchie du Golfe cherche à améliorer son image internationale grâce au sport, alors ne les laissons pas l'exonérer de ses responsabilités en matière de droits humains. Comme nous l'avions dit lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar, il est temps de responsabiliser les pays organisateurs de grandes compétitions sportives. Cela vaut pour ces pays du Golfe autant que pour les autres : établissons internationalement des engagements clairs pour toute candidature à ce type d'événement et des critères d'attribution. Le Mouvement jeunes communistes de France réaffirme la nécessité d'une charte internationale d'attribution des grandes compétitions sportives. Nous savons ce que nous ne voulons plus voir : des morts au travail sur les chantiers, une absence de droits syndicaux, de la censure, une gabegie énergétique, une répression des droits humains, etc. Les représentants de chaque nation ont le devoir désormais de déterminer des critères sportifs, sociaux et environnementaux précis.

Dans le même esprit que la création de l'Agence mondiale antidopage pour contrôler les compétitions, nous appelons à l'instauration d'une instance internationale indépendante de l'argent et des pressions politiques pour attribuer ces compétitions en fonction des engagements pris par les États. Une charte pourrait affirmer le respect des droits des travailleurs pour la construction de toutes les infrastructures dédiées à la compétition, en prenant comme référence les pays offrant les plus hautes protections. Les syndicats en seraient signataires et pourraient se rendre sur les chantiers. Il faut également garantir la liberté d'expression des joueurs et des supporters, le respect des droits humains, pour prévenir la censure et la répression. Sur la dimension sportive, il faudra tenir compte des dates des championnats réguliers et veiller à la santé des joueurs. Enfin, l'empreinte carbone de la compétition doit aussi être pleinement prise en considération. Le MJCF demande la tenue d'une COP des compétitions sportives pour mettre autour de la table tous les acteurs du sport, les fédérations, les syndicats, les États, les ONG, afin de définir cette charte d'attribution ensemble. ✪

Assan Lakehouli





Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

**Je verse:** ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



# ¡ Cuba sí, bloqueo no !

**C**uba, son peuple et sa Révolution nous obligent, à nous tout particulièrement en tant que communistes, car il ne s'agit pas uniquement d'une cause juste, mais pour nous de montrer qu'un projet révolutionnaire n'est pas uniquement un idéal mais aussi une réalité, c'est l'exemple qu'un autre monde est possible, que le capitalisme n'est pas une fatalité ou la fin de l'histoire. Cuba c'est la preuve qu'un peuple est capable de construire une société socialiste émancipée de la domination du capital.

C'est dans cette logique que Fabien Roussel s'est rendu à Cuba en décembre dernier, et que lors du 39<sup>e</sup> congrès nous avons décidé d'une grande campagne de solidarité politique et matérielle avec Cuba, lancée à la Fête de l'Humanité.

Ainsi, une délégation était présente, jeudi 16 et vendredi 17 novembre, au Parlement européen pour le « tribunal contre le blocus » convoqué par plusieurs organisations de juristes européens et étatsuniens, en compagnie de mouvements de solidarité, syndicaux, politiques et associatifs de toute l'Europe, mais aussi avec des témoins, juristes, chefs d'entreprises.

Charlotte Balavoine (à droite sur la photo) est intervenue en commentant par transmettre les salutations fraternelles de Fabien Roussel en tant que secrétaire national du PCF et d'André Chassaigne en tant que président du groupe d'amitié avec Cuba à l'Assemblée nationale française. Elle y a rappelé la place historique du PCF dans la lutte aux côtés du peuple cubain. Son intervention a été saluée par plusieurs participants, notamment pour son caractère concret, aussi bien sur les



aspects (il)légaux du blocus, ainsi que sur les mesures que propose le PCF.

## Le Blocus

Aujourd'hui, les États-Unis continuent de classer Cuba dans la liste des États soutenant le terrorisme ; cette décision était intervenue lorsque le pays a accueilli le processus de paix colombien et a refusé l'extradition des dirigeants de l'ELN (l'armée de libération nationale), demandée par l'ancien président de la Colombie, et alors que cela aurait été en contradiction avec le droit international. Or, aujourd'hui, le processus de paix avec l'ELN a été conclu et le gouvernement colombien actuel lui-même n'a de cesse de demander le retrait de Cuba de cette liste. Il n'y a donc plus aucune justification aujourd'hui, qu'elle soit légale ou illégale, pour maintenir Cuba sur cette liste.

La population est asphyxiée, privée de produits de première nécessité, des enfants atteints de cancer sont sans accès aux médicaments nécessaires, vitaux. Lors de la crise du Covid, Cuba ne pouvait se procurer des appareils de ventilation ou d'oxygène car l'usine de fabrication à Cuba ne pouvait plus produire, faute de pièces.

Quant aux conséquences extraterritoriales, elles ont un impact jusqu'en Europe. Par exemple, la mise en œuvre des 243 mesures par Trump et l'activation du chapitre IV de la loi Helms-Burton empêchent les pays européens d'avoir des relations commerciales et politiques normales avec Cuba. Cette politique a abouti à des amendes titanesques de 11 milliards d'euros pour 38 banques européennes. Le blocus porte ainsi atteinte au droit souverain du peuple cubain, mais c'est aussi une question de souveraineté pour nos pays et notamment la France.

Le verdict est ainsi rendu : les États-Unis pénalisent les entreprises et



les banques européennes dont plusieurs ont été victimes de sanctions illégales de la part des USA. Ils violent les décrets et la législation internationale, la charte de l'ONU (où Cuba avait reçu le soutien de 187 pays lors du récent vote de l'Assemblée générale), le droit humanitaire. Ce blocus est un crime contre l'humanité. Les États-Unis devront payer des dommages et intérêts à Cuba, au peuple cubain, et aux entreprises. Même si ce tribunal (et donc le verdict) est symbolique, il a une portée médiatique alors même que la majorité des peuples européens ignorent la réalité et l'existence même du blocus.

**Charlotte Balavoine**  
et  
**Rachel Ramadour**

Rejoins la campagne : [campagnecuba@pcf.fr](mailto:campagnecuba@pcf.fr)



## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),  
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,  
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff  
MÈL : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
RELECTURE : Jacqueline Lamothe  
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA